

## Relations internationales

**POLOGNE, DIMANCHE 11 ET LUNDI 12 SEPTEMBRE 2011**

### **PRÉSIDENTE POLONAISE DE L'UNION EUROPÉENNE - RÉUNION DES PRÉSIDENTS DES COMMISSIONS DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES DES PARLEMENTS DES ÉTATS MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE**

*M. Kristof Calvo y Castañer (Ecolo-Groen!), deuxième vice-président de la Commission de l'Économie, de la Politique scientifique, de l'Éducation, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture, a participé à cette réunion. M. Calvo était accompagné de M. Martin Peleman, secrétaire administratif de la commission.*

Le thème développé durant la réunion, qui s'est déroulée dans la salle des séances plénières du Sénat de Pologne, était le suivant : « Besoins et possibilités en matière de financement de la politique énergétique européenne jusqu'en 2020 »

La réunion s'est ouverte par des allocutions de M. Wyrowinski, président de la commission de l'Économie du Sénat, et de M. Borusewicz, président du Sénat. Ce dernier a évoqué le financement de projets liés aux énergies alternatives, l'interopérabilité des réseaux énergétiques européens ainsi que l'importance, à cet égard, d'un cadre législatif clair tel que celui offert par le troisième paquet énergie et les règles d'efficacité énergétique. Il a également souligné le coût élevé que représente notamment la politique climatique, soit 170 milliards de zlotys (environ 39 milliards d'euros) sur 10 ans.

M. Waldemar Pawlak, vice-premier ministre et ministre polonais de l'Économie, a abordé le thème de la mise en place d'une économie à faibles émissions, affirmant que le climat revêtait une importance capitale aux côtés d'aspects tels que la compétitivité et la sécurité d'approvisionnement. Alors que le secteur énergétique a besoin d'investissements à long terme, souvent étalés sur plusieurs décennies, les tendances sur les marchés changent presque quotidiennement. Il est pourtant nécessaire de disposer d'un cadre stable et prévisible.

M. Günther Oettinger, commissaire européen à l'énergie, a indiqué que la réduction de la dette et la consolidation des budgets constituaient des efforts insuffisants pour lutter contre la crise grave qui touche l'Union européenne. Alors que le secteur de l'énergie joue un rôle essentiel à cet égard, les investissements ont été trop modestes dans le passé. L'Union européenne a besoin d'une stratégie énergétique, notamment en ce qui concerne les investissements en matière de recherche, de réseaux et d'efficacité énergétique, en particulier dans le secteur de la construction.

Le nombre trop limité d'interconnexions entre les réseaux énergétiques des États membres entraîne un déficit de concurrence et la persistance de situations de (semi-)monopoles. Par ailleurs, le Traité de Lisbonne confère à l'Union des compétences élargies en matière énergétique. L'orateur s'est ensuite attardé sur le mix énergétique, le captage et stockage du carbone (CCS), l'importance durable de l'énergie nucléaire pour l'Union européenne, les biocarburants, les énergies alternatives et l'efficacité énergétique des bâtiments. Il a conclu son exposé par la constatation que la recherche scientifique revêtait un caractère essentiel, en particulier dans trois domaines, à savoir le stockage de l'énergie électrique, la biomasse de deuxième génération et les réseaux intelligents ("*smart grids*").

M. Calvo (Ecolo-Groen!) a relevé au cours de la discussion qu'il a suivi que de nombreux parlementaires présents lors de cette réunion avaient plaidé pour une collaboration et une intégration renforcées en matière de politique énergétique. Il s'en est félicité et a cité l'exemple du monitoring de la sécurité d'approvisionnement. Il a ajouté que des efforts considérables pouvaient encore être réalisés sur le plan de l'efficacité énergétique. Les objectifs fixés en la matière ne seront hélas probablement pas atteints en 2020. Il a déploré, à ce sujet, qu'il faille patienter jusqu'en 2013-2014 avant que des objectifs nationaux contraignants soient fixés.

Enfin, en sa qualité de membre d'un parti vert, M. Calvo s'oppose à l'énergie nucléaire. Alors que certaines personnes arguent des changements climatiques pour défendre l'énergie nucléaire, l'orateur a affirmé que cet aspect ne constituait pas le seul problème environnemental à prendre en considération. Il a rappelé qu'en 2012, nous fêterons le 20<sup>ème</sup> anniversaire du sommet sur le développement durable qui s'est tenu à Rio en 1992. Or la production de déchets nucléaires est incompatible avec ce principe de développement durable. M. Calvo espère pouvoir produire 100 % de l'énergie nécessaire en 2040-50 à partir de sources renouvelables.

M. Philippe Maystadt, président de la Banque européenne d'investissement (BEI), a fait remarquer que le défi principal de la stratégie UE 2020 résidait dans l'ampleur des investissements nécessaires, à savoir 1 trillion d'euros au cours des prochaines années. Il s'agit d'un défi particulier à la lumière de la persistance de la crise économique et financière. La BEI a été créée en vue d'appuyer les objectifs stratégiques de l'Union européenne. Les prêts dans le domaine énergétique constituent une nouvelle priorité de la banque depuis environ cinq ans. Les projets soutenus dans ce cadre s'articulent autour de quatre grands pôles :

1. les énergies renouvelables
2. l'efficacité énergétique
3. la recherche et le développement en matière de technologies énergétiques (voitures électriques, le captage et stockage du carbone ou CCS)
4. la sécurité d'approvisionnement et la diversification (pipelines, terminaux de GNL,...)

En 2010, le montant total prêté par la BEI pour des projets énergétiques s'est élevé à 18 milliards d'euros, soit un quart du total des prêts consentis par la BEI. Dans ce cadre, la banque investit dans des technologies tant commerciales qu'émergentes.

M. Maystadt a ensuite donné quelques exemples de projets soutenus dans chacun des quatre pôles. Il a souligné l'importance capitale que revêtent les investissements dans des réseaux énergétiques, tant pour la modernisation des réseaux nationaux que pour l'interconnexion des réseaux nationaux.

Il a également insisté sur la réduction de la capacité du secteur public à financer ce type d'investissements en raison de la crise économique et financière. Pour remédier à ce problème, les responsables cherchent à accroître le nombre de sources de financement privées. Dans cette optique, une proposition vise à lancer des obligations pour projets ou "*project bonds*" qui seraient émises par une entreprise privée et auxquelles la BEI donnerait une notation suffisamment élevée pour les rendre attractives pour des investisseurs privés à long terme. Cette méthode permettrait d'obtenir un effet de levier d'un facteur minimal de 10 en ne faisant appel qu'à une quantité limitée de moyens de l'Union européenne et partant, de générer une situation de win-win pour chacun.

Enfin, le professeur Wladyslaw Mielczarski, de l'université technique de Lodz, a formulé plusieurs critiques. L'orateur s'est montré sceptique face à la philosophie qui sous-tend le train de mesures de l'Union européenne, estimant qu'elle était judicieuse mais que sa mise en œuvre était problématique, notamment en raison de conflits entre États et entre secteurs. En ce qui concerne par exemple le climat, il constate que les pays responsables des émissions les plus importantes ne sont pas favorables à un accord en matière de limitation des émissions, que les pays pauvres désirent obtenir des subventions et qu'une limitation unilatérale sera inefficace. M. Mielczarski estime également qu'il est inutile de sanctionner des États de l'Union européenne pour le non-respect de règles physiquement impossibles à respecter. Ainsi, la Pologne dépend actuellement à 95 % du charbon et ne pourra pas réduire cette dépendance de 30 % en 10 ans. Par ailleurs, l'orateur a formulé des objections fondamentales concernant le potentiel offert par l'énergie éolienne et solaire (pour laquelle aucune solution de stockage ne sera probablement disponible dans les 50 à 100 années à venir). Il a également émis certaines réserves concernant le CCS et l'énergie nucléaire dans le contexte de l'après-Fukushima. De plus, il a déclaré que la Commission prenait ses désirs pour des réalités lorsqu'elle défend sa proposition de développement de réseaux transeuropéens à grands coups de propagande. Il a illustré ses propos par le manque quasi total de réalisations sur ce plan jusqu'à ce jour.

M. Mielczarski s'est montré très sceptique concernant la politique énergétique et a plaidé pour la mise en place de normes et de projets réalistes, concrets et réalisables, estimant qu'il convenait de privilégier des objectifs moins ambitieux pour autant qu'ils puissent être atteints avec certitude.